

Bella Ciao, de la Résistance à la République

PAR NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 29 JUILLET 2018



La signature de l'armistice de Cassibile.

Plongée dans la longue histoire de l'air italien le plus connu au monde, à l'heure où l'extrême droite est de retour au pouvoir à Rome. Où l'on apprend que les fameux *partigiani* n'ont jamais chanté *Bella Ciao*.

La vulgate est entendue : *Bella Ciao* est l'hymne des antifascistes italiens. Un chant de lutte, un chant qui galvanise, un chant que des générations de militants internationalistes ont fait leur, bien avant les plus jeunes fans de la série *La Casa de papel*, ou du rappeur Maître Gims qui en a fait une romance douceureuse. Et pourtant, les paroles n'ont rien de politique. La mélodie est aussi allègre que les six strophes de ses paroles sont sombres. Un futur partisan qui s'apprête à combattre un « envahisseur » non nommé prévient sa bien-aimée qu'elle devra déposer une fleur sur sa tombe s'il meurt au combat, laquelle honorera sa mémoire d'homme « mort pour la liberté ».

Comme le Milton du dernier film des frères Taviani *Una questione privata* (sorti en mai dernier), librement adapté d'un roman de l'ancien partisan Beppe Fenoglio, le héros de *Bella Ciao* semble chercher la mort avec une désinvolture de Lord Byron.

Nuls propos martiaux comme les « Ohé les tueurs, à la balle et au couteau, tuez vite » du *Chant des partisans* (paroles composées à Londres en 1943 par Joseph Kessel et Maurice Druon). Nulle affirmation de la certitude de la victoire et de la force de la mobilisation comme dans le chant antifranquiste catalan *L'Estaca* (« le pieu »), composé en 1968 par Lluís Llach, avec son « Si nous tirons tous, il va tomber, si je tire fort

vers ici, et que tu tires fort par là, il est certain qu'il tombe, tombe, tombe, et nous pourrons nous libérer ». Nulle thèse politique affirmée, telle que « *El pueblo unido jamás será vencido* » des **Quilapayún** chiliens de l'époque Allende ; ou que la mort promise « au fasciste lâche et traître » par *Fischia il vento*, qui affirme que le partisan italien pourra conquérir « son printemps rouge » qui rendra « libre et victorieux ». Une perspective nettement plus engageante que le martyre romantique que propose *Bella Ciao*.

Rien de collectif, donc, dans les paroles de *Bella Ciao*. Un homme s'engage seul, et fait ses adieux à sa bien-aimée en sachant aller à la mort : un récit atypique dans l'univers de la Résistance européenne. Analysant un corpus de 85 chants de maquisards français, l'historien Bruno Leroux (1) notait que 79 d'entre eux étaient « l'expression d'un nous » désignant « les maquisards » ou plus rarement « la Résistance et les Français ». Un nous, mais pas ce moi romantique que met en scène *Bella Ciao*.

Les paroles de *Fischia il vento* (« souffle le vent ») déjà citées semblent avoir été écrites en septembre 1943 par le *partigiano* Felice Cascione, fusillé quatre mois plus tard. Ce médecin de 25 ans avait adapté l'air de la chanson populaire russe *Katyusha*, comme l'avait fait la Franco-Russe Anna Marly, interprète du *Chant des partisans* sur les ondes de la BBC, reprenant un thème traditionnel russe.

Partout en Europe, l'inspiration antifasciste venait aussi de l'Est soviétique. Si l'on a souvent cité *Fischia il vento*, c'est que le chant était l'hymne des partisans garibaldiens, bras armé du Parti communiste italien (PCI) qui joua un rôle central dans la *Resistenza*. C'est en le chantant que l'on retrouve les *partigiani* dans les romans, les films et tout ce qui fait l'immédiate mémoire de la résistance, avec

d'autres chants communistes comme *Bandiera rossa*, l'inévitable *Internazioale* ou encore *L'Innovi dei lavoratori* des socialistes. Mais de *Bella Ciao*, point.



La notice du disque *Canti della Resistenza italiana*, édité en 1985, affirme même qu'il « est à présumer que *Bella Ciao* ne fut jamais chantée durant la guerre des partisans ». Très rares sont les témoignages d'anciens partisans qui disent se souvenir avoir chanté *Bella Ciao* pendant leur clandestinité.

Tout au plus en trouve-t-on une poignée autour de Montefiorino, en Émilie-Romagne, mais recueillis si tard que l'on est enclin à y voir des souvenirs reconstitués, tant la région de Montefiorino, une des rares à avoir été dès l'été 1944 libérée par l'action des *partigiani*, célèbre avec constance depuis plus de 70 ans la vigueur de son engagement (le 25 juillet dernier, date anniversaire de la chute de Mussolini, s'y tenait encore une *pastasciutta* – sorte de banquet de pâtes – antifasciste).

Dès lors se pose une énigme. Comment une chanson qu'aucun partisan n'a chantée durant les années de la Résistance a-t-elle pu devenir un hymne international de l'antifascisme (on en recense pas moins de quarante traductions, sur lesquelles on aura l'occasion de revenir) ? Tenter d'y répondre nécessite un long retour en arrière sur la genèse de la guerre des *partigiani*.

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, l'Italie du Nord est dans une situation quasi insurrectionnelle. La partie la plus industrialisée du

pays est, de loin, celle où les partis de gauche sont les plus puissants. C'est aussi celle qui a supporté l'essentiel de la guerre, souvent désastreuse, contre les Autrichiens, entamée en 1915 sur le front des Alpes et de la plaine vénitienne, quand la monarchie italienne change d'alliance pour rallier le camp des Britanniques, des Français et des Russes.

La vague révolutionnaire qui saisit alors l'Europe entre 1917 et 1919, de la Russie bolchevique à l'Allemagne spartakiste en passant par la Hongrie de Béla Kun, submerge l'Italie du Nord à son tour, en particulier Turin et ses usines. Mais c'est un phénomène politique inédit qui l'emporte : le fascisme, porté par l'ex-socialiste et ancien combattant Benito Mussolini, qui prend le pouvoir à l'issue de la marche sur Rome de 1922.

Les partis de gauche sont réprimés sans pitié : le député socialiste Giacomo Matteotti est assassiné en 1924 et le dirigeant communiste Antonio Gramsci meurt après onze années d'emprisonnement en 1937. D'innombrables rues d'Italie portent aujourd'hui les noms de Matteotti et de Gramsci, symboles de la violence du fascisme. Cette revanche de la postérité n'empêche pas que, dès la fin des années 1920, les forces antifascistes italiennes sont exsangues, réduites pour l'essentiel à des intellectuels vivant en exil. Lorsqu'il fête en 1932 la première décennie de son accession au pouvoir, le fascisme est un régime populaire, solidement installé.

(1) In B. Curatolo et F. Marco (dir.), *Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance France-Belgique-Pologne 1940-1945*, Presses universitaires de Rennes, 2011.

À la croisée de trois guerres

On l'oublie souvent, mais le fascisme mussolinien et le nazisme ont loin d'avoir toujours eu partie liée. Dans l'histoire diplomatique complexe des années 1930 abondent les moments de tension entre les deux jeunes États européens (l'Allemagne comme l'Italie n'ont été unifiés que dans le dernier tiers du XIX^e siècle) issus de la lente dislocation du Saint Empire

romain germanique. Tout change le 10 juin 1940 quand l'Italie, jusque-là demeurée non belligérante, déclare la guerre au Royaume-Uni et à la France, alors que les panzers allemands sont à quatre jours de Paris.

L'offensive italienne sur la frontière alpine est un fiasco, qui sera suivi de beaucoup d'autres : en Albanie, en Afrique du Nord, en Grèce, en Yougoslavie... Le fascisme italien, qui cultive la rhétorique de la conquête guerrière, se révèle incapable de donner suite à ses promesses de gloire militaire. Au plus haut niveau de l'État fasciste, on finit par s'en inquiéter. Le 25 juillet 1943, après le débarquement réussi des Anglo-Américains en Sicile, Mussolini est renversé par ses proches.

Avec l'assentiment du roi Victor-Emmanuel III – car l'Italie fasciste est toujours, juridiquement, un royaume de la maison de Savoie –, le maréchal Badoglio, chef d'état-major jusqu'à sa disgrâce en 1940, devient président du Conseil. Mussolini est mis aux arrêts dans les montagnes des Abruzzes. L'été 1943 se passe dans une totale incertitude. Que va faire le nouveau gouvernement italien ? Va-t-il continuer la guerre au côté du Reich ? Ou passer du côté des Alliés ? Le 8 septembre 1943, un armistice est signé avec les forces anglo-américaines.



La signature de l'armistice de Cassibile.

Comme durant la Première Guerre mondiale, l'Italie vient de changer de camp en cours de conflit. Mais cette fois, les conséquences sont infiniment plus complexes. Des centaines de milliers de soldats italiens se trouvent alors engagés au côté des troupes allemandes dans les Balkans, en Russie ou encore en France, dans la zone d'occupation italienne constituée à partir de novembre 1942 autour de Grenoble et de Nice, ainsi qu'en Corse. Ils sont abandonnés du jour au lendemain, sans solde, sans nourriture, sans commandement. Beaucoup finiront « internés

militaires » dans les camps de concentration du Reich, d'autres regagneront tant bien que mal l'Italie à pied, d'autres encore se joindront à des mouvements locaux de résistance.

L'Allemagne nazie ne tarde pas à réagir à ce coup de tonnerre stratégique qu'est l'armistice du 8 septembre 1943. Quatre jours plus tard, un commando libère Mussolini, tandis que la Wehrmacht pénètre en Italie jusqu'à Naples. Au nord, Mussolini forme la République sociale italienne avec pour capitale la bourgade de Salò, sur les rives du lac de Garde.

Voici l'Italie coupée en deux, comme elle l'a été si souvent au cours de son histoire. Au sud, la monarchie de Victor-Emmanuel III reste théoriquement au pouvoir, même si sa réalité est dans les faits assurée par l'administration militaire américaine et britannique. Au nord, un État qui s'est proclamé républicain, mais qui poursuit la politique fasciste, entend poursuivre la lutte au côté de l'Allemagne nazie.



Carte de la « République sociale italienne ».

Tel est le contexte dans lequel se déclenche la guerre des *partigiani* en septembre 1943. Un double pouvoir, écartelé entre des tensions multiples dans un pays dont l'État n'a qu'à peine 80 ans, voire triple si l'on y inclut celui, croissant, de la Résistance. Dans son ouvrage magistral *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne* (Le Seuil, 2005, traduit de l'édition italienne de 1991 par Bernard

Broz), l'historien et ancien partisan Claudio Pavone montre comment les tragiques événements qui vont de l'armistice du 8 septembre 1943 à la reddition des forces allemandes occupant l'Italie le 2 mai 1945 sont à la croisée de trois guerres :

— celle entre les antifascistes armés du Nord et la République sociale italienne de Salò ;

— celle opposant le peuple à l'occupant allemand qui sonne, en particulier en Vénétie et dans le nord-est du pays, comme la reprise d'une longue histoire de lutte contre les Autrichiens ;

— une lutte de classes enfin, opposant paysannerie et classe ouvrière aux propriétaires terriens du Sud et aux industriels du Nord, comme si la partie perdue dans les années 1919-1922 se rouvrait à nouveau, et cette fois dans tout le pays.

«Le livre de Pavone a été important, parce que c'était la première fois que quelqu'un venant de la gauche reconnaissait que la période 1943-1945 était aussi une guerre civile, et non seulement une guerre de libération nationale, observe l'historien Paolo Pezzino, de l'université de Pise. Jusque-là, le thème de la guerre civile n'était utilisé que par les nostalgiques du fascisme, qui s'en servaient pour relativiser leurs crimes.»

Dans ces trois combats entremêlés, chacun a pu en privilégier un plutôt qu'un autre, choisir de combattre le fasciste plutôt que l'Allemand, le patron plutôt que le nazi. Et c'est d'une volonté irénique de sortir de ces guerres entremêlées des années 1943-1945 qu'est né le succès de *Bella Ciao*, comme on le racontera dans le prochain épisode.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.